

Fondation LE PHARE - IDSD

Fondation reconnue d'intérêt public à but non lucratif

Siège social : 68110 ILLZACH - 16 rue de Kingersheim

**Rapports du Commissaire aux Comptes
au 31 décembre 2024**

Rapport du Commissaire aux Comptes

sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Fondation LE PHARE - IDSD

Fondation reconnue d'intérêt public à but non lucratif

Siège social : 68110 ILLZACH - 16 rue de Kingersheim

Fondation LE PHARE - IDSD

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux Membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la **Fondation LE PHARE - IDSD** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Fondation à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans l'annexe des comptes annuels concernant :

- La note « Faits caractéristiques - § Politique Immobilière » expose notamment les travaux effectués au niveau du patrimoine immobilier de la Fondation et le contexte actuel ;
- La note « Principales méthodes - § Provisions » expose en outre la constitution d'une provision réglementée pour renouvellement des immobilisations, validée par l'ARS et la CEA.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport et des autres documents adressés aux Membres

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du Président et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Fondation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Mulhouse,
Le 18 juin 2025


FIDALSEC - LINSIG
Commissaire aux comptes



Vincent SUTTER

Bilan Actif

FONDATION LE PHARE



Période du

01/01/24 au 31/12/24

| | BRUT | Amortissements | Net (N) 31/12/2024 | Net (N-1) 31/12/2023 |
|---|--------------------------|----------------|----------------------------------|-------------------------|
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | |
| Frais d'établissement | | | | |
| Frais de recherche et développement | | | | |
| Concession, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires | | | | |
| Fonds commercial (1) | | | | |
| Autres | 135 656 | 126 096 | 9 561 | 15 975 |
| Immobilisations incorporelles en cours | | | | |
| Avances et acomptes | | | | |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | |
| Terrains | 676 374 | 285 216 | 391 158 | 394 569 |
| Constructions | 5 731 216 | 5 417 132 | 314 084 | 356 437 |
| Installations techniques, matériel et outillage industriel | 1 132 608 | 896 649 | 235 959 | 251 993 |
| Autres | 3 389 202 | 3 190 888 | 198 314 | 288 647 |
| Immobilisations grevées de droits | | | | |
| Immobilisations corporelles en cours | | | | |
| Avances et acomptes | | | | |
| IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (2) | | | | |
| Participations | | | | |
| Créances rattachées à des participations | | | | |
| Titres immobilisés de l'activité de portefeuille | | | | |
| Autres titres immobilisés | 1 253 | | 1 253 | 1 253 |
| Prêts | 61 509 | | 61 509 | 55 858 |
| Autres | 8 978 | | 8 978 | 8 978 |
| TOTAL I ACTIF IMMOBILISE | 11 136 798 | 9 915 981 | 1 220 817 | 1 373 711 |
| STOCKS ET EN-COURS | 10 790 | | 10 790 | 10 790 |
| AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES | | | | 526 |
| CRÉANCES (3) | | | | |
| Créances usagers et comptes rattachés | 75 956 | | 75 956 | 72 687 |
| Autres créances | 52 170 | | 52 170 | 103 270 |
| VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT | | | | |
| INSTRUMENTS DE TRESORERIE | | | | |
| DISPONIBILITES | 13 558 526 | 81 756 | 13 476 770 | 11 984 194 |
| CHARGES CONSTATEES D'AVANCE (3) | 68 892 | | 68 892 | 21 460 |
| TOTAL II ACTIF CIRCULANT | 13 766 334 | 81 756 | 13 684 578 | 12 192 927 |
| Frais d'émission d'emprunts (III) | | | | |
| Primes de remboursement des emprunts (IV) | | | | |
| Écarts de conversion actif (V) | | | | |
| TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V) | 24 903 131 | 9 997 737 | 14 905 394 | 13 566 638 |
| (1) Dont droit au bail | (2) Dont à moins d'un an | | (3) Dont à moins d'un an 197 110 | |
| ENGAGEMENTS RECUS | | | | |
| Legs nets à réaliser : | | | | |
| Acceptés par les organes statutairement compétents | | | | |
| Autorisés par l'organisme de tutelle | | | | |
| Dons en nature restant à vendre | | | | |

Bilan Passif

FONDATION LE PHARE



Période du 01/01/24 au 31/12/24 ;

| | Net (N) 31/12/2024 | Net (N-1) 31/12/2023 |
|--|-----------------------|-------------------------|
| FONDS ASSOCIATIFS | | |
| Fonds propres | | |
| Fonds associatif sans droit de reprise | 4 177 787 | 4 172 807 |
| Ecart de réévaluation sur des biens sans droit de reprise | | |
| Réserves | 6 658 200 | 6 117 062 |
| Report à nouveau sur gestion propre | 78 616 | (115 720) |
| Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) | 871 061 | 630 978 |
| Autres fonds associatifs | | |
| Fonds associatif avec droit de reprise | | |
| - Apports | | |
| - Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés | | |
| - Résultats sous contrôle de tiers financeurs | 329 236 | 433 732 |
| - Subventions d'investissement affectés à des biens renouvelables | | |
| Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise | | |
| Subventions d'investissement sur biens non renouvelables par l'organisme | 211 590 | 235 242 |
| Provisions réglementées | 1 147 431 | 762 147 |
| Droits des propriétaires (Commodat) | | |
| TOTAL I FONDS ASSOCIATIFS | 13 473 921 | 12 236 247 |
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | | |
| Provisions pour risques | 481 061 | 451 051 |
| Provisions pour charges | | |
| TOTAL II PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | 481 061 | 451 051 |
| FONDS DEDIES | | |
| Sur subventions de fonctionnement | | |
| Sur autres ressources | | |
| TOTAL III FONDS DEDIES | | |
| DETTES (1) | | |
| Emprunts obligataires | | 11 |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2) | | 15 513 |
| Emprunts et dettes financières diverses (3) | 4 305 | 3 315 |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 242 567 | 209 581 |
| Dettes fiscales et sociales | 647 804 | 595 184 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | |
| Autres dettes | 46 176 | 46 176 |
| Instruments de trésorerie | | |
| Produits constatés d'avance (1) | 9 560 | 9 560 |
| TOTAL IV DETTES | 950 412 | 879 340 |
| Ecart de conversion passif (V) | | |
| TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V) | 14 905 394 | 13 566 638 |
| (1) A plus d'un an 4 305 A moins d'un an 945 216 | | |
| (2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque | | |
| (3) Dont emprunts participatifs | | |
| ENGAGEMENTS DONNES | | |

Compte de Résultat en liste

FONDATION LE PHARE



Période du

01/01/24 au 31/12/24

| | 31/12/2024 | 31/12/2023 |
|--|------------------|------------------|
| PRODUITS D'EXPLOITATION (1) : | | |
| - Ventes de marchandises | | |
| - Production vendue [biens et services] | 315 458 | 332 436 |
| MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES | 315 458 | 332 436 |
| Dont à l'exportation : | | |
| - Production stockée | | |
| - Production immobilisée | | |
| - Produits nets partiels sur opérations à long terme | | |
| - Subventions d'exploitation | 8 403 006 | 8 028 289 |
| - Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges | 657 | 91 258 |
| - Cotisations | 220 | 390 |
| - Autres produits | 92 210 | 90 084 |
| TOTAL I PRODUITS D'EXPLOITATION | 8 811 551 | 8 542 457 |
| CHARGES D'EXPLOITATION (2) : | | |
| - Achat de marchandises | | |
| Variation de stocks | | |
| - Achats de matières premières et autres approvisionnements | | |
| Variation de stocks | | |
| - Autres achats et charges externes | 1 844 962 | 1 745 147 |
| - Impôts, taxes et versements assimilés | 632 211 | 630 860 |
| - Salaires et traitements | 3 742 919 | 3 750 586 |
| - Charges sociales | 1 539 131 | 1 538 765 |
| - Dotations aux amortissements et aux provisions | | |
| - Sur immobilisations : dotations aux amortissements | 165 551 | 231 872 |
| - Sur immobilisations : dotations aux provisions | | |
| - Sur actif circulant : dotations aux provisions | 27 821 | 48 667 |
| - Pour risques et charges : dotations aux provisions | 50 349 | 22 082 |
| - Subventions accordées par l'association | | |
| - Autres charges | 686 | 509 |
| TOTAL II CHARGES D'EXPLOITATION | 8 003 630 | 7 968 488 |
| 1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II) | 807 922 | 573 969 |
| PRODUITS FINANCIERS : | | |
| - De participation (3) | | |
| - D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3) | 474 002 | 149 670 |
| - Autres intérêts et produits assimilés (3) | 2 297 | 2 162 |
| - Reprises sur provisions et transferts de charges | 23 800 | 205 632 |
| - Différences positives de change | | |
| - Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| TOTAL III PRODUITS FINANCIERS | 500 099 | 357 463 |
| CHARGES FINANCIERES : | | |
| - Dotations aux amortissements et aux provisions | 81 756 | 23 800 |
| - Intérêts et charges assimilées (4) | 3 081 | 161 536 |
| - Différences négatives de change | | |
| - Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| TOTAL IV CHARGES FINANCIERES | 84 837 | 185 336 |
| 2. RÉSULTAT FINANCIER (III - IV) | 415 262 | 172 128 |

Compte de Résultat en liste - suite

FONDATION LE PHARE



Période du

01/01/24 au 31/12/24

31/12/2024

31/12/2023

3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)

1 223 184

746 096

PRODUITS EXCEPTIONNELS :

| | | |
|--|--------|--------|
| - Sur opérations de gestion | 1 001 | 33 355 |
| - Sur opérations en capital | 37 199 | 37 199 |
| - Reprises provisions et transferts de charges | 33 840 | 3 072 |

TOTAL V PRODUITS EXCEPTIONNELS

72 039

73 626

CHARGES EXCEPTIONNELLES :

| | | |
|--|---------|---------|
| - Sur opérations de gestion | 565 | 1 535 |
| - Sur opérations en capital | 4 473 | |
| - Dotations aux amortissements et aux provisions | 419 124 | 187 209 |

TOTAL VI CHARGES EXCEPTIONNELLES

424 162

188 744

4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)

(352 122)

(115 118)

Impôts sur les bénéfices (VII)

- Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (VIII)
- Engagements à réaliser sur ressources affectées (IX)

TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VIII)

9 383 690

8 973 546

TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + IX)

8 512 628

8 342 568

EXCEDENT OU DEFICIT

871 061

630 978

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

PRODUITS

- Bénévolat
- Prestations en nature
- Dons en nature

TOTAL

CHARGES

- Secours en nature
- Mise à disposition gratuite de biens et services
- Personnel bénévole

TOTAL

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 14 905 394 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 8 811 551 Euros et dégageant un excédent de 871 061 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01 Janvier 2024 au 31 Décembre 2024. L'exercice précédent avait une durée de 12 mois, couvrant la période du 01 Janvier 2023 au 31 Décembre 2023.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

1 Règles et Méthodes Comptables

1.1 Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

1.2 Changement de méthode

Aucun changement de méthode n'a été effectué.

2 Faits caractéristiques de l'exercice 2024

2.1 Eléments marquants de l'année

Après une phase de transformation de l'offre débutée en 2020 et qui s'est poursuivie jusqu'en 2023, l'année 2024 a été une année de stabilisation de notre offre de service.

Elle a aussi été largement consacrée à la préparation de l'évaluation HAS et au renforcement de notre dynamique d'amélioration continue de la qualité : état des lieux de nos process et révision de certains d'entre eux, préparation des professionnels, formations, refonte de nos documents institutionnels (livret d'accueil, livret de fonctionnement).

2.2 Politique immobilière

En 2019, la session de deux parcelles était envisagée.

En 2020, la vente de l'une d'entre elles a été abandonnée car elle grevait le potentiel de développement de la structure.

En 2021, l'acheteur de la seconde parcelle a malheureusement retiré son offre (notamment au regard de contraintes liées au plan d'occupation en vigueur).

Une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage a été confiée à l'ADAUHR en 2021 et s'est poursuivie en 2022. Cette mission porte sur une étude de transformation et d'adaptation des locaux affectés aux activités du Phare.

En 2023, au regard des priorités liées à la transformation de l'offre, à la négociation du nouveau CPOM et à la réécriture de notre projet d'établissement, les études liées au projet immobilier ont été mises en attente.

En 2024, un audit énergétique réalisé par le bureau d'études OTELIO met en exergue la vétusté du bâti et une enveloppe thermique faible en raison de matériaux ne répondant plus aux standards actuels.

Dans ce cadre, et pour se conformer aux obligations du décret Éco Énergie Tertiaire, des travaux importants de rénovation énergétique sont à prévoir afin d'atteindre les objectifs de réduction des dépenses énergétiques.

Parallèlement, la réforme de la tarification SERAFIN-PH progresse : un calendrier présenté le 6 décembre 2024 par le groupe technique national annonce une mise en œuvre opérationnelle début 2026. Dans ce contexte, et compte tenu des incertitudes liées à l'impact prévisionnel de cette réforme sur les financements de la structure, le projet immobilier a été temporairement mis en pause.

Cette décision ne remet toutefois pas en cause la nécessité de réaliser à terme les investissements prévus dans le cadre des obligations réglementaires.

Ainsi, bien que les travaux liés au projet immobilier n'aient pas encore été engagés en raison des incertitudes mentionnées ci-avant, l'obligation de réaliser ces travaux demeure à la date de clôture des comptes. Cette perspective justifie le maintien de la provision pour renouvellement des immobilisations.

3 Principales méthodes

3.1 Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

3.2 Stocks et en cours

Les marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) il est composé de fournitures de bureau en majorité.

3.3 Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

3.4 Disponibilités et Placements

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les placements sont évalués en fonction des informations disponibles à la clôture et dépréciés si nécessaire.

3.5 Provisions

Conformément aux normes en vigueur, des provisions pour risques et charges sont constituées au regard des sorties de ressources probables.

En 2021, une provision règlementée pour renouvellement des immobilisations (décret n°2007-1554 du 31 octobre 2007) a été dotée pour un montant de 155 000 € avec l'accord de l'ARS et de la CEA.

Des provisions pour grosses réparations constatées en 2013 ont été reprises en 2022. Avec la perspective du projet immobilier, ces réparations ne sont plus d'actualité et les provisions plus justifiées.

Toutefois, une nouvelle provision pour renouvellement des immobilisations est justifiée au regard des obligations inscrites dans le décret Eco Énergie Tertiaire, qui oblige la Fondation à prévoir des rénovations énergétiques d'envergure pour atteindre les objectifs fixés de réduction des dépenses énergétiques.

Une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage a été confiée à l'ADAUHR, qui a estimé des travaux d'isolation sur un premier bâtiment pour un montant de 561 626 €. Une provision égale aux deux tiers de ce montant a été constatée dans les comptes en 2022, et le tiers restant a été provisionné en 2023 après validation par l'Agence Régionale de Santé.

Parallèlement, à la suite de l'audit énergétique réalisé en 2024 par le bureau d'études OTELIO, qui a mis en lumière la vétusté du bâti et la nécessité d'entreprendre des travaux au regard du décret cité précédemment, une provision supplémentaire pour renouvellement des immobilisations a été comptabilisée, égale à un dixième du coût prévisionnel des travaux, soit 419 124 €, en 2024. Cette provision a également été validée par l'Agence Régionale de Santé et la CEA.

Enfin, une provision pour charges de 22 081.53 a été constituée en 2023 au regard de la loi 2024-364 du 22 avril 2024 portant sur l'acquisition de congés payés pendant les périodes de maladie et de ses effets rétro actifs. Cette provision a également fait l'objet d'un ajustement pour s'établir à 21 593.13 € en 2024

3.6 Achats

Les frais accessoires d'achats payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant



Immobilisations

| | | Valeurs brutes début d'exercice | Mouvements de l'exercice | | | | 31/12/2024 |
|---------------------|---|---------------------------------------|--------------------------|--------------|-------------|-----------|---------------|
| | | | Augmentations | | Diminutions | | |
| | | | Réévaluations | Acquisitions | Virt p.à p. | Cessions | |
| INCORPORELLES | Frais d'établissement et de développement | | | | | | |
| | Autres | 135 656,44 | | | | | 135 656,44 |
| | TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 135 656,44 | | - | | - | 135 656,44 |
| CORPORELLES | Terrains | 676 374,23 | | | | | 676 374,23 |
| | Construction sur sol propre | 5 739 213,12 | | 3 531,60 | | 11 528,54 | 5 731 216,18 |
| | sur sol d'autrui | - | | | | | - |
| | instal. Agencet aménagement | - | | | | | - |
| | Instal. technique, matériels outillages industriels | 1 116 611,68 | | 21 593,60 | | 5 597,46 | 1 132 607,82 |
| | Instal. agencement, aménagement divers | - | | | | | - |
| | Matériel de transport | 20 190,69 | | | | | 20 190,69 |
| | Autres immobilisations corporelles | 3 340 979,92 | | 29 970,03 | | 1 938,36 | 3 369 011,59 |
| | Emballages récupérables et divers | - | | | | | - |
| | Immobilisations corporelles en cours | - | | | | | - |
| Avances et acomptes | - | | | | | - | |
| | TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 10 893 369,64 | - | 55 095,23 | - | 19 064,36 | 10 929 400,51 |
| FINANCIERES | Participations évaluées en équivalence | | | | | | |
| | Autres participations | | | | | | |
| | Autres titres immobilisés | 1 253,13 | | | | | 1 253,13 |
| | Prêts et autres immobilisations | 61 509,29 | | | | | 61 509,29 |
| | Dépôts et cautions versés. | 8 978,16 | | | | | 8 978,16 |
| | TOTAL IMMOBILSATIONS FINANCIERES | 71 740,58 | - | - | - | - | 71 740,58 |
| TOTAL | | 11 100 766,66 | - | 55 095,23 | - | 19 064,36 | 11 136 797,53 |

Amortissements



| Etat exprimés en euros | | Amortissements début d'exercice | Mouvements de l'exercice | | Valeurs amortissements au 31/12/2024 |
|------------------------|---|---------------------------------------|--------------------------|-------------|---|
| | | | Dotations | Diminutions | |
| INCORPORELLES | Frais d'établissement et de développement | | | | |
| | Autres | 119 681,33 | 6 414,44 | | 126 095,77 |
| | TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 119 681,33 | 6 414,44 | - | 126 095,77 |
| CORPORELLES | Terrains | 281 805,17 | 3 410,84 | | 285 216,01 |
| | Construction sur sol propre | 5 382 776,44 | 45 884,54 | 11 528,54 | 5 417 132,44 |
| | sur sol d'autrui | - | | | - |
| | instal. agencet aménagement | | | | - |
| | Instal. technique, matériels outillages industriels | 864 618,31 | 37 008,84 | 5 168,97 | 896 458,18 |
| | Instal. agencement, aménagement divers | - | | | - |
| | Matériel de transport | 20 190,69 | - | | 20 190,69 |
| | Autres immobilisations corporelles | 3 052 332,89 | 120 302,97 | 1 747,92 | 3 170 887,94 |
| | Emballages récupérables et divers | - | | | - |
| | Immobilisations corporelles en cours | - | | | - |
| | Avances et acomptes | - | | | - |
| | TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 9 601 723,50 | 206 607,19 | 18 445,43 | 9 789 885,26 |
| TOTAL | | 9 721 404,83 | 213 021,63 | 18 445,43 | 9 915 981,03 |

Provisions

| | | Début exercice | Augmentations | Diminutions | 31/12/2024 |
|------------------------------------|--|----------------|---------------|-------------|--------------|
| PROVISIONS REGLEMENTEES | Reconstruction gisements miniers et pétroliers | | | | |
| | Provisions pour investissement | 704 338,00 | 419 124,00 | 33 840,00 | 1 089 622,00 |
| | Provisions pour hausse des prix | | | | |
| | Provisions pour amortissements dérogatoires | | | | |
| | Provisions fiscales implant. Étranger avant 1.1.92 | | | | |
| | Provisions fiscales implant. Étranger après 1.1.92 | | | | |
| | Provisions fiscales pour prêts d'installation | | | | |
| | Provisions autres | 57 808,86 | | | 57 808,86 |
| | PROVISIONS REGLEMENTEES | 762 146,86 | 419 124,00 | 33 840,00 | 1 147 430,86 |
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | Pour litiges | | | | - |
| | Pour garanties données aux clients | | | | |
| | Pour pertes sur marché à terme | | | | |
| | Pour amendes et pénalités | | | | - |
| | Pour perte de change | | | | |
| | Pour pensions et obligations similaires* | 428 969,00 | 30 509,00 | | 459 478,00 |
| | Pour impôts | | | | |
| | Pour renouvellement des immobilisations | | | | |
| | Provisions pour gros entretien et grandes revisions | | | | |
| | Pour charges sociales et fiscales sur congés payés | 22 081,53 | | 498,40 | 21 583,13 |
| Autres | | | | - | |
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | 451 050,53 | 30 509,00 | 498,40 | 481 061,13 | |
| PROVISIONS POUR DEPRECIATION | Sur immobilisations incorporelles | | | | |
| | Sur immobilisations corporelles | | | | |
| | Sur immobilisations des titres mis en équivalence | | | | |
| | Sur immobilisations des titres de participations | | | | |
| | Sur immobilisations autres immo. Financières | 23 800,00 | 81 756,00 | 23 800,00 | 81 756,00 |
| | Sur stocks et en-cours | | | | |
| | Sur comptes clients | | | | - |
| | Autres | | | | |
| PROVISIONS POUR DEPRECIATION | 23 800,00 | 81 756,00 | 23 800,00 | 81 756,00 | |
| TOTAL GENERAL | | 1 236 997,39 | 531 389,00 | 58 138,40 | 1 710 247,99 |

| | | |
|--|------------|-----------|
| Dont dotations et reprises d'exploitation | 30 509,00 | 498,40 |
| Dont dotations et reprises financières | 81 756,00 | 23 800,00 |
| Dont dotations et reprises exceptionnelles | 419 124,00 | 33 840,00 |
| Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5 du C.G.I. | | |

Créances et Dettes



| CREANCES | | 31/12/2024 | 1 an au plus | plus d'1 an |
|---|---|------------|--------------|-------------|
| | | | | |
| | Créances rattachées à des participations | | | |
| | Prêts (1) (2) | 61 509,29 | 11 025,00 | 50 484,29 |
| | Autres immobilisations financières | 8 978,16 | 8 978,16 | - |
| | Clients douteux ou litigieux | | | |
| | Autres créances clients | 75 955,73 | 75 955,73 | |
| | Créances représentatives des titres prêtés | | | |
| | Personnel et comptes rattachés | | | |
| | Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 4 730,24 | 4 730,24 | |
| | Impôts sur les bénéfices | | | |
| | Taxes sur la valeur ajoutée | | | |
| | Autres impôts, taxes versements assimilés | | | |
| | Divers | 47 440,10 | 47 440,10 | |
| | Groupes et associés (2) | | | |
| | Débiteurs divers | | | |
| | Charges constatées d'avance | 68 892,12 | 68 892,12 | |
| TOTAL DES CREANCES | | 267 505,64 | 217 021,35 | 50 484,29 |
| (1) Prêts accordés en cours d'exercice | | 16 021,00 | | |
| (2) Remboursements obtenus en cours d'exercice | | 10 370,00 | | |
| (3) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques) | | | | |

| DETTES | | 31/12/2024 | 1 an au plus | 1 à 5 ans | plus de 5 ans |
|--|--|------------|--------------|-----------|---------------|
| | | | | | |
| | Emprunts obligataires convertibles (1) | | | | |
| | Autres emprunts obligataires (1) | | | | |
| | Emp. dettes ets de crédit à 1 an max. à l'origine (1) | | | | |
| | Emp. dettes ets de crédit à plus 1 an max. à l'origine (1) | | | | |
| | Emprunts et dettes financières divers (1) (2) | 4 305,00 | 4 305,00 | | |
| | Fournisseurs et comptes rattachés | 242 567,08 | 242 567,08 | | |
| | Personnel et comptes rattachés | 136 345,09 | 136 345,09 | | |
| | Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 448 883,26 | 448 883,26 | | |
| | Impôts sur les bénéfices | | | | |
| | Taxes sur la valeur ajoutée | | | | |
| | Obligations cautionnées | | | | |
| | Autres impôts, taxes et assimilés | 62 576,00 | 62 576,00 | | |
| | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | | |
| | Groupe et associés (2) | | | | |
| | Autres dettes | 46 176,00 | 46 176,00 | | |
| | Dettes représentative de titres empruntés | | | | |
| | Produits constatés d'avance | 9 560,00 | 9 560,00 | | |
| TOTAL DES DETTES | | 950 412,43 | 950 412,43 | - | - |
| (1) Emprunts souscrits en cours d'exercice | | | | | |
| (2) Emprunts remboursés en cours d'exercice | | | | | |
| (3) Emprunts dettes associés (personnes physiques) | | | | | |

Dettes garanties par des Sûretés Réelles



| Nat. Dette | Nature de la Garantie | Org. Bénéficiaire | Montant début | 31/12/2024 |
|------------|-----------------------|-------------------|---------------|------------|
| | | | | |
| TOTAL | | | - € | - € |

Variation des Fonds Propres



| | Capitaux propres clôture 31/12/2023 | Affectation du résultat N-1 | Autres | Apports avec effet rétroactif | Variations en cours d'exercice ² | Capitaux propres clôture 31/12/2024 |
|---------------------------------------|--|--------------------------------|---------|----------------------------------|--|---|
| Fonds propres | 4 172 807 | | 4 980 | | | 4 177 787 |
| Réserves | 6 117 062 | | 541 138 | | | 6 658 200 |
| Report à nouveau sur gestion propre | - 115 720 | 211 703 | | | - 17 368 | 78 615 |
| Résultat de l'exercice | 630 978 | - 630 978 | | | 871 061 | 871 061 |
| Résultat sous contrôle des financeurs | 433 732 | - 523 770 | | | 419 275 | 329 236 |
| Subvention d'investissement | 235 241 | | | | - 23 650 | 211 590 |
| Provision réglementées | 762 147 | | | | 385 284 | 1 147 431 |
| TOTAL | 12 236 247 | - 943 045 | 546 118 | - | 1 634 602 | 13 473 921 |

Charges à payer



| | 31/12/2024 |
|------------------------------|------------|
| Total des charges à payer | 296 864,57 |
| Dépenses d'énergie | 35 151,52 |
| Achats et fournitures | 250,00 |
| Prestations spécialistes | 5 000,00 |
| Prestations médico sociales | 2 031,62 |
| Autres prestations | 901,44 |
| Frais de transport | 3 350,51 |
| Locations | 24 602,70 |
| Honoraires | 10 750,00 |
| Autres charges externes | 2 942,65 |
| Frais de formation | 5 014,12 |
| Dépenses de personnel | 192 767,84 |
| Autres dépenses de personnel | 14 102,17 |

Produits à recevoir



| | 31/12/2024 |
|---|------------------|
| Total des produits à recevoir | 77 375,09 |
| Avoir fournisseurs | 13 313,10 |
| OPCO SANTE - remboursement frais de formation | 6 990,26 |
| OETH (Aides adaptations aux postes TH) | 21 712,00 |
| M2A (restauration périscolaire) | 4 383,67 |
| AGEFIPH (prestation marché) | 1 983,51 |
| APF - Régularisation de charges locatives | 4 914,00 |
| Indemnités journalières de prévoyance | 2 066,03 |
| Produits financiers | 22 012,52 |



Charges constatées d'avance

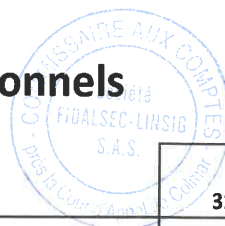
| | Période | Montants | 31/12/2024 |
|---|-----------|-----------|------------|
| Charges constatées d'avance - EXPLOITATION | | | |
| Locations | 2024/2025 | 28 015,93 | 22 336,91 |
| Maintenance | 2024/2025 | 9 910,10 | 7 881,21 |
| Assurances | 2025 | 35 200,00 | 35 200,00 |
| Etudes | 2025 | 2 160,00 | 2 160,00 |
| Divers | 2025 | 144,00 | 144,00 |
| Frais de formation | 2024/2025 | 9 450,00 | 1 170,00 |
| Charges constatées d'avance - FINANCIERES | | | |
| Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES | | | |
| TOTAL | | | 68 892,12 |

Produits constatés d'avance



| | Période | Montants | 31/12/2024 |
|--|-----------|----------|-----------------|
| Produits constatés d'avance - EXPLOITATION | | | |
| Action expérimentation Aides Techniques - Conférence des (Action prolongée) | 2023/2025 | 9560,00 | 9560,00 |
| Produits constatés d'avance - FINANCIERS | | | |
| Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS | | | |
| TOTAL | | | 9 560,00 |
| | | | |

Produits et Charges exceptionnels



31/12/2024

| | |
|--|------------------|
| Total des produits exceptionnels | 72 039 |
| Divers | 1 001 |
| Quote part de subvention rapportée au résultat | 37 198 |
| Reprise provision réglementée pour renouvellement des investissements | 33 840 |
| Total des charges exceptionnelles | 424 161 |
| Apurement de comptes | 4 045 |
| Amendes | 565 |
| VCN des éléments mis au rebut | 428 |
| Dotation provision réglementée pour renouvellement des investissements | 419 124 |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL | - 352 122 |

Charges à répartir



| | Durée amortissement ou étalement | Montant Net au Début d'exercice | Mouvements de l'exercice Augmentations | Mouvements de l'exercice Diminutions | Montant Net au 31/12/2024 |
|--|--|------------------------------------|--|--|------------------------------|
| Charges à répartir sur plusieurs exercices | | | | | |
| Charges différées | | | | | |
| Frais d'acquisition des immobilisations | | | | | |
| Frais d'émission des emprunts | | | | | |
| Charges à étaler | | | | | |

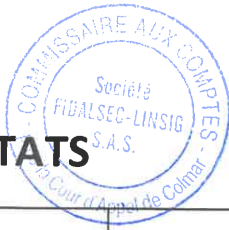
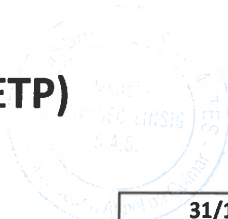


TABLEAU DE PASSAGE DES RESULTATS

| | Secteurs médico-sociaux | | | FONDATION | Comptes combinés |
|--|-------------------------|--------------|--------------|------------|------------------|
| | DISPOSITIF INTEGRE | SAMSAH - ARS | SAMSAH - CEA | | |
| Résultats comptables hors ajustements économiques | 346 743,70 | 98 934,36 | - 32 112,23 | 457 495,60 | 871 061,43 |
| Résultats comptables après ajustements économiques | 346 743,70 | 98 934,36 | - 32 112,23 | 457 495,60 | 871 061,43 |
| Reprise des résultats antérieurs (non applicable) | - | | | | - |
| Résultats effectifs | 346 743,70 | 98 934,36 | - 32 112,23 | 457 495,60 | 871 061,43 |
| Dépenses pour congés payés | - 4 804,93 | - 107,44 | - 2 650,66 | - | - 7 563,03 |
| Résultats administratifs | 341 938,77 | 98 826,92 | - 34 762,89 | 457 495,60 | 863 498,40 |

Effectif moyen (ETP)



| | | 31/12/2024 |
|------------------------------|--|------------|
| EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE | Cadres & prof. intellectuelles supérieures | 20,20 |
| | Professions intermédiaires* | 92,83 |
| | Employés | - |
| | Ouvriers | - |
| | TOTAL | 113,03 |

*dont 16,75 etp personnel Education Nationale

Engagement en matière de pensions et retraites



L'indemnité de départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à 459 478 €.

Cet engagement a été comptabilisé pour la première fois en 2018 afin de refléter l'image comptable réelle de la FONDATION.

Les différents paramètres pour calculer cette indemnité sont les suivants (modifiés en 2018) :

- Taux d'actualisation : 3,40 %
- Table de mortalité utilisée : INSEE TV 2012-2016
- Taux de rotation du personnel : 1,5 %
- Taux de valorisation des salaires: 2 %
- Taux de charges sociales: 55 %
- Age de départ à la retraite : 64 ans

Valorisation du bénévolat



| Catégories | Nombre moyen de participants (administrateurs, adhérents, membres CVS) | Volume horaire annuel | Valorisation budgétaire (estimation) |
|---|---|-----------------------|--------------------------------------|
| Gouvernance Conseil d'administration élargi Conseil d'administration Bureau | 5 | 144h | 10 080 € |
| Conseil de la Vie Sociale (CVS) | 9,33 | 132h | 9 240 € |
| Vie de la Fondation (entretien du musée et des archives) | 1 | 99h | 2 970 € |
| Total | | 375 h | 22 290 € |

(1) Taux horaires moyens (30 € pour "Vie de la Fondation" et 70 € pour autres intervenants eu égard au niveau d'expertise)

Rapport spécial du Commissaire aux Comptes

sur les conventions réglementées

Exercice clos le 31 décembre 2024

Fondation LE PHARE - IDSD

Fondation reconnue d'intérêt public à but non lucratif

Siège social : 68110 ILLZACH - 16 rue de Kingersheim

Fondation LE PHARE - IDSD

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux Membres,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Fondation, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention intervenue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à votre approbation, en application des dispositions de l'article L.612-5 du Code de commerce.

Fait à Mulhouse,
Le 18 juin 2025


FIDALSEC - LINSIG
Commissaire aux comptes


Vincent SUTTER